



Communiqué de presse

## **Elections présidentielles : les propositions du Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France**

**Paris, le 20 avril 2017** – *Alors que la campagne présidentielle bat son plein, la plupart des candidats se sont contentés de quelques heures au salon de l'agriculture et de proposer des mesures « médiatiquement correctes ». Un peu faible pour les producteurs de fruits et légumes. Le Collectif « Sauvons les Fruits et Légumes de France » propose une séance de rattrapage en publiant ses propositions pour le prochain mandat.*

### **Filière Fruits et légumes : chasser les banalités médiatiques**

Trop souvent, notre secteur d'activité est vu uniquement sous l'angle des modes et des tendances du moment (bio/non-bio/local, etc). La filière fruits et légumes, ce sont d'abord des entreprises ayant des débouchés sur les marchés locaux, nationaux et internationaux et qui répondent à des demandes spécifiques suivant la clientèle visée.... Les producteurs sont donc des entrepreneurs à part entière. Comme pour les autres secteurs d'activités, ils sont immédiatement impactés par de nombreuses décisions politiques en matière sociale, fiscale, commerciale, sanitaire... C'est dans ce contexte que l'on doit situer la problématique de la protection des cultures.

La protection des cultures est une nécessité quel que soit le marché ou le mode de production (bio ou conventionnel). Les producteurs constatent que les mesures visant à interdire totalement un certain nombre de solutions se multiplient, sans que soient prises en compte les contraintes réelles.

### **Prendre le temps d'écouter ceux qui produisent**

- La réglementation ne doit pas plonger les producteurs dans des impasses techniques. Variation des volumes produits, fragilité accrue des opérateurs, se traduisent par une production plus faible, plus irrégulière et plus chère, et donc par une baisse de la consommation de fruits et légumes frais, dommageable à la santé publique. Les impasses techniques doivent être analysées en amont. C'est l'objectif des études d'impact.

- La tendance actuelle, la suppression de toute protection pour de nombreuses cultures, fait prendre le risque de réduire à néant la production de fruits et légumes certaines années. L'exemple de la gestion brutale et sans concertation du dossier *Drosophila suzukii* (cerise) en est un exemple flagrant. Ce risque est en totale contradiction avec les efforts conduits par les professionnels pour assurer un approvisionnement régulier des marchés d'une année sur l'autre. Cet approvisionnement régulier ou la présence dans la durée sur les marchés constitue la base des liens contractuels entre les acteurs du marché (production/distribution).

**Contact presse : 06 23 30 18 45**  
[contact@sauvonslesfruitsetlegumes.fr](mailto:contact@sauvonslesfruitsetlegumes.fr)

- A cela s'ajoute une lourde propension de la France à imposer une réglementation nationale plus restrictive que celle qui est réellement appliquée dans d'autres pays européens. Cette situation entraîne des distorsions de concurrence inadmissibles. La décision franco-française d'interdire les insecticides de la famille des néonicotinoïdes sans se soucier de la réalité des solutions alternatives et de leurs impacts parfois plus négatifs en est une illustration récente.

- La réglementation européenne est en constante évolution. Celle-ci doit être construite sur des bases scientifiques fortes et sur une analyse bénéfices/risques. Une réglementation uniquement basée sur le danger sans appréciation objective du risque, c'est-à-dire de l'exposition, est absurde. Elle peut conduire à la suppression d'outils nécessaires à la production agricole y compris en agriculture biologique. A ce titre, le processus de définition des perturbateurs endocriniens en cours est primordial. L'adoption par l'Union Européenne de la position soutenue par les autorités françaises serait très impactante pour la compétitivité des productions de fruits et légumes européennes et sans bénéfices pour la santé publique.

### **Les enjeux pour le prochain mandat présidentiel**

Le futur président de la République se doit de tracer un horizon atteignable et mobilisateur pour la filière fruits et légumes et pour l'ensemble des Français. Les enjeux sont :

- Economiques : la préservation de l'excellence d'une filière employant plus de 600 000 personnes.
- Sanitaire et alimentaire : « manger 5 fruits et légumes par jour » (PNNS). Les consommateurs ont besoin de filières compétitives capables de produire à un coût raisonnable. La dichotomie et l'opposition démagogique entre le bio et le conventionnel masque les modes de production responsables développés par la majorité des producteurs de fruits et légumes : agroécologie, production fruitière et légumière intégrée...

### **Nos propositions :**

- 1. La prise en compte de la spécificité des fruits et légumes en matière de protection phytosanitaire :** faibles surfaces et contraintes techniques particulières. Il faut en particulier résoudre au plus vite la question des « usages non ou mal pourvus » (insuffisance de solutions efficaces).
- 2. L'Application systématique de la procédure de reconnaissance mutuelle** pour l'utilisation de produits phytosanitaires. Quand un usage est autorisé dans un pays européen, la France doit pouvoir lever les obstacles à celui-ci sur le territoire national le plus rapidement possible.
- 3. Pour chaque projet de suppression de substances phytosanitaires : une étude d'impact complète** prenant en compte tous les données : économiques, sociales et environnementales doit être réalisée avant toute décision. Aucune suppression ne doit être décidée sans proposition d'une solution alternative efficace.
- 4. Une réglementation plus équilibrée** à partir d'une analyse scientifique et objective des bénéfices/risques de la protection des plantes quel que soit le mode de production.
- 5. L'augmentation des moyens de recherche de produits de protection des plantes et des techniques alternatives** qui répondent aux dernières exigences de santé publique et d'environnement.

### **Contact**

Tél. : 06 23 30 18 45- [contact@sauvonslesfruitsetlegumes.fr](mailto:contact@sauvonslesfruitsetlegumes.fr)

- 6. CEPP : revenir sur le mécanisme des CEPP**, véritable usine à gaz, mise en place contre l'avis des producteurs et qui conduit à un renchérissement de la protection des cultures spéciales, sans bénéfice pour l'environnement ou la santé humaine.

*Le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France rassemble des producteurs travaillant en agriculture biologique et raisonnée. Membres de toutes les filières et de toutes les associations professionnelles, ils sont confrontés à un même problème majeur : protéger leur récolte de manière efficace et dans le respect de l'environnement. En 2007, ils ont décidé de réunir leurs efforts pour sensibiliser l'opinion et les pouvoirs publics à cette menace qui pèse sur la production hexagonale et aux moyens d'y remédier. Le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France ne se substitue pas plus qu'il ne concurrence les organisations professionnelles ; il n'a que pour but de les compléter avec le souci, partagé par tous, de l'efficacité.*

**Contact**

Tél. : 06 23 30 18 45- [contact@sauvonslesfruitsetlegumes.fr](mailto:contact@sauvonslesfruitsetlegumes.fr)